



UN 1^{er} MAI DANS L'UNITE, POUR LES DROITS SOCIAUX ET LES LIBERTES, CONTRE L'ETAT D'URGENCE, POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Le 1^{er} mai 2021, journée de lutte et de solidarité internationale, sera un rendez-vous important pour réaffirmer que les revendications et l'action syndicale ne sont pas confinées face à un gouvernement qui accélère sa politique de casse des droits sociaux.

Les Unions Régionales d'Île-de-France (URIF) CGT, FO, FSU et Solidaires, avec l'UNEF et l'UNL condamnent la prolongation sans fin de l'état d'urgence, qui vise notamment à restreindre les libertés, en particulier celle de manifester, que nous faisons valoir à l'occasion de ce 1^{er} mai.

A ce titre, les URIF exigent l'abrogation de la loi « sécurité globale », passée en force ces derniers jours, et l'abandon du projet de loi « séparatisme » et des décrets « sécurité intérieure », qui confirment que ce gouvernement profite de la pandémie pour s'engager dans une fuite en avant liberticide.

De même qu'elles exigent, avec les salarié.es, notamment de la culture, en lutte le retrait de la réforme de l'assurance chômage, projet qui ne vise qu'à amputer encore davantage les droits des demandeurs.euses d'emploi.

Depuis plus d'une année, la politique libérale des gouvernements qui tire profit de la pandémie bouleverse la vie, le travail, les libertés individuelles et collectives des populations sur tous les continents.

Face à la persistance de la circulation des virus, les URIF condamnent la politique irresponsable du gouvernement en matière de santé publique, qui accélère la suppression des moyens matériels et humains particulièrement dans les services de réanimation mais aussi dans les établissements hospitaliers, médicaux sociaux.

Les URIF dénoncent les suppressions de postes dans la Fonction publique alors que les Services publics ont démontré leur rôle indispensable pendant cette crise sanitaire.

Les URIF condamnent, depuis des mois, les suppressions de moyens notamment dans les hôpitaux de l'AP-HP impactés par de multiples fermetures de lits, de suppressions de postes tous grades confondus : les URIF exigent notamment l'ouverture immédiate des 100 lits disponibles, prêts à l'emploi, à l'hôpital Hôtel-Dieu (Paris), ainsi que des 40 lits disponibles à l'hôpital Jean Verdier (93).

La casse des services publics, de l'industrie, de la sécurité sociale et des politiques sociales, du droit du travail... se sont accélérées. Au même moment, le gouvernement annonce vouloir recruter 10 000 policiers à des fins électoralistes.

Les politiques mises en place pour soi-disant faire face à cette crise sanitaire n'ont fait qu'aggraver les inégalités sociales et augmenter scandaleusement les dividendes.

Partout les politiques d'austérité sont imposées aux salarié.es, aux populations et cela généralise la précarité, le chômage, la pauvreté, la remise en cause des services publics. En même temps, les

inégalités grandissent, les profits des multinationales s'envolent, la spéculation financière se généralise au détriment de l'emploi et des salarié.es...

Il faut défendre et promouvoir l'emploi, en particulier des jeunes qui souffrent et peinent à survivre avec des aides dérisoires, alors que le nombre de chômeurs.euses ne cesse d'augmenter, que les restructurations, les licenciements et les fermetures d'entreprises sont le quotidien de nombreux salariés. De plus en plus, émerge le sentiment d'une génération sacrifiée.

Il faut lutter contre la précarité qui touche un nombre croissant de salarié.es, en particulier jeunes et femmes, et provoque des situations de pauvreté intolérables.

Ce 1^{er} mai, nous réaffirmons notre engagement déterminé pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix dans le monde.

Pour :

- La levée immédiate de l'état d'urgence
- L'abrogation de la loi « sécurité globale », l'abandon du projet de loi « séparatisme »
- L'annulation de la réforme de l'assurance chômage
- Le retrait pur et simple de la réforme des retraites et la revalorisation des retraites et des pensions
- L'abrogation de la loi sur la transformation de la Fonction publique et l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires
- L'augmentation du SMIC et des minima sociaux,
- L'arrêt immédiat des licenciements
- L'arrêt de la distribution de dividendes,
- Le chômage partiel indemnisé à 100%,
- Le respect du temps de travail, vers une réduction sans perte de salaire.
- L'égalité salariale immédiate entre les femmes et les hommes.
- Des moyens immédiats pour la santé et l'hôpital public et l'ensemble des services publics

Les URIF CGT, FO, FSU et Solidaires, avec l'UNEF et l'UNL, appellent à participer massivement à la manifestation unitaire le 1^{er} mai 2021 à 14h de la place de la République à Nation.

Paris, le 22 avril 2021